



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BUISSAN Bernard

Jeannot
33490 Verdélais

Références : 25-959
Code AIOT : 0005201232

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement BUISSAN Bernard implanté Jeanneau 33490 Verdélais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUISSAN Bernard
- Jeanneau 33490 Verdélais
- Code AIOT : 0005201232
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
2	Gestion des déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Rétentions	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-III	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
4	Défense incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	
5	Valeurs limites d'émissions dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure du 06/04/2022 et les demandes faisant suite à la dernière visite d'inspection du 03/08/2023 ont été partiellement prises en compte par l'exploitant. Des actions correctives réelles ont été mises en place, néanmoins certains points subsistent et il convient de présenter un plan d'action sur la durée à l'inspection afin de résoudre ces non conformités.

Les constats du présent rapport prennent en considération les réponses apportées à l'inspection réalisée en 2023 et proposent ce faisant de ne pas appliquer de sanction à l'exploitant. En revanche les constatations justifient un suivi plus rapproché de cette installation qui sera de nouveau contrôlée en 2026 ; en cas d'absence d'actions visant à régulariser les non conformités, des sanctions administratives seront alors appliquées.

Récapitulatif de l'avancement de la résorption des non conformités :

- les points suivants de la mise en demeure du 06/04/2022 peuvent être soldés :

- points relatifs aux articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel (AM) du 31/05/2021 : tenue d'un registre des déchets,
- articles 14, 16 et 17 de l'AM du 6 juin 2018 relatifs à la collecte et au traitement des effluents aqueux, l'entretien des systèmes de traitement, respect des VLE et de la fréquence d'autosurveillance

- Les points suivants, et portant principalement sur l'organisation du site, sont partiellement respectés :

- article 9 de l'AM du 6 juin 2018 sur la défense incendie et la remise d'un plan détaillé des installations bien que les moyens de lutte contre l'incendie aient effectivement été définis par l'exploitant ;
- article 11-III de l'AM du 6 juin 2018: les métaux précieux étant stockés sur des zones non imperméabilisées du fait d'un surplus de stocks ;

- Le point suivant n'est pas respecté :

- article 13-IV relatif aux conditions d'entreposage des déchets sur site.

Le tableau ci-dessous récapitule la situation :

Référence réglementaire	Thématique abordée	Avancement
Articles 1 et 2 de l'AM du 31/05/2021	Registre des déchets	soldé
Articles 14, 16 et 17 de l'AM du 6 juin 2018	- Collecte et traitement des effluents aqueux, - entretien des systèmes de traitement, - respect des VLE - respect de la fréquence d'autosurveillance	soldé
Article 9 de l'AM du 6 juin 2018	Défense incendie et la remise d'un plan détaillé des stockages	partiellement respecté -> non soldé.
Article 11-III de l'AM du 6 juin 2018	Imperméabilisation des sols	partiellement respecté -> non soldé.
Article 13-IV de l'AM du 6 juin 2018	Conditions d'entreposages des déchets sur site	non soldé

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2
Thème(s) : Situation administrative, Registre des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 03/08/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>OBS 2 : L'exploitant doit disposer d'un registre des déchets, mentionné notamment à l'article R.541-43 du Code de l'Environnement :</p> <p>« Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. »</p> <p>Ce registre doit être conforme à l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement (abrogé au 1er janvier 2022).</p> <p>DEM 1 : l'exploitant transmet au service d'inspection un extrait du registre de déchets (correspondant au dernier trimestre).</p>
Constats : <p>Il est constaté que l'exploitant a, depuis la dernière visite d'inspection mis en place un logiciel de suivi des quantités entrantes et sortantes, ce qui permet de lever la mise en demeure sur ce point.</p> <p>Un registre des déchets est présenté par l'exploitant le jour de la visite. Le registre entrant du mois d'octobre est présenté et contient les informations réglementaires requises (type de déchet avec dénomination usuelle et code CED, quantité, producteur et adresse de producteur). Les principaux producteurs sont des particuliers mais l'exploitant accepte le flux de déchetterie et de garages automobiles. Sur le mois d'octobre, 209 tonnes ont été acceptées.</p> <p>Le registre sortant n'est en revanche pas examiné en détail durant la visite et l'exploitant devait l'envoyer par courriel pour examen. Par courriel du 13/11/2025, l'exploitant transmet l'extraction de son logiciel de suivi. Il est constaté que ce logiciel sert également à la comptabilité du site et ne contient pas les informations réglementaires habituelles à savoir : dénomination usuelle du déchet, code déchet, quantité, date de la pesée de sortie, adresse et nom de l'installation de réception. Bien que la transmission ne réponde pas exactement à la demande, considérant que le logiciel contient intrinsèquement l'ensemble des informations réglementaires requises et que les filières de sorties avaient été vues, comme cela a déjà été évoqué plus haut, il est proposé de considérer que l'exploitant dispose bien des registres demandés dans l'arrêté préfectoral de mise</p>

<p>en demeure du 06 avril 2022.</p> <p>Sur ce point, il est suggéré à l'exploitant d'effectuer le suivi des déchets entrants et sortants sur l'outil Trackdéchets contenant l'ensemble des informations réglementaires requises. Il est possible de créer un compte à l'adresse suivante : https://trackdechets.beta.gouv.fr/</p> <p>Il est rappelé que la complétude de Trackdéchets est a minima obligatoire pour les déchets dangereux transitant sur site (batteries). Ce point est non conforme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète sous deux mois Trackdéchets a minima pour les déchets dangereux transitant sur site. Il est également incité à le faire pour les déchets non dangereux (métaux).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Gestion des déchets réceptionnés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/08/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, il est constaté que des investissements ont été réalisés en matière de séparation des différents types de déchets : six casiers en "lego bloc béton" servant à trier séparément les fractions présentant une valeur ajoutée ont été ajoutés du côté ouest du site.</p>

Ainsi, les gros électroménagers, ballons d'eau chaude, Inox, fonte GS, aluminium léger, carter en aluminium sont triés séparément. L'îlot central est constitué uniquement de ferrailles.

Néanmoins, il est constaté les non-conformités suivantes :

- l'ensemble des tas de déchets n'est pas placé dans les casiers dédiés. La partie Nord-Ouest et Nord présente un empilement de ballons d'eau chaude d'une hauteur largement supérieure à 3 mètres de déchets censés se trouver dans l'un des casiers construits, et de 7 cuves à vin de 50 m³ empilées le long des extrémités du site. Sur ce point, l'exploitant indique que la clôture végétale à laquelle sont adossés les déchets ne permet pas de lutter efficacement contre les intrusions extérieures et actes malveillants. Par ailleurs, la construction de murs de séparation représente un coût significatif. Sur ce point, de tels investissements restent nécessaires et l'exploitant doit s'engager à réaliser les investissements prévus par la réglementation et dans l'intérêt de sa société, le cas échéant, de manière échelonnée ;
- les déchets type Zinc sont entassés sur un même tas au Nord est du site sur une hauteur d'environ 4 mètres : il convient d'abaisser à 3 mètres cette hauteur ;
- les métaux précieux, à l'entrée du site ne présentent aucune délimitation et sont entreposés pour partie à même le sol : il convient de délimiter des aires spécifiques et imperméabilisées ;
- les casiers ne présentent aucun marquage permettant d'identifier les matières contenues ;
- le stock de batteries évalué à 2 m³ et dont le poids est inférieur à une tonne n'est pas positionné sous abri à l'abri des eaux météoriques.

La prescription est donc partiellement respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

De manière immédiate, l'exploitant redescend les tas de déchets en bordure de site à 3 mètres et s'équipe d'un système (type pige ou autre) afin de s'assurer en permanence du respect des hauteurs des tas de déchets ;

L'exploitant dispose de 1 mois afin de présenter le plan d'action prévu afin de :

- **se protéger des intrusions et actes de malveillance avec en particulier l'échelonnement des travaux prévus. Par ailleurs, ce dernier informe l'inspection au fil de l'eau de l'avancement de ces travaux ;**
- **délimiter les zones de stockage de certains métaux spécifiques (métaux précieux, déchets dangereux type batteries) ;**
- **nettoyer les zones non imperméabilisées de tous déchets.**

L'exploitant dispose de 6 mois afin de finaliser la couverture des déchets dangereux.

En synthèse, il est considéré pour l'heure que l'arrêté de mise en demeure du 06 avril 2022 n'est pas respecté. Étant donné les investissements réalisés et le coût conséquent des mesures à mettre en place, il est proposé de ne pas émettre de sanction à l'encontre de l'exploitant afin de ne pas

bloquer les futurs investissements. Néanmoins, cet établissement est ajouté au plan de contrôle de l'année 2026. En cas d'absence de mise en place des actions correctives susmentionnées, il sera proposé des sanctions de type amende ou astreinte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-III
Thème(s) : Risques chroniques, Imperméabilisation des sols
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/08/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point est abordé dans la fiche de constat précédente : les métaux précieux ne sont pas stockés sur une zone imperméabilisée et ce point reste non conforme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure sous 2 mois que l'ensemble des déchets est stocké sur une zone imperméabilisée. En particulier, les métaux précieux et les tas de déchets ne doivent pas déborder en dehors de la zone imperméabilisée.</p> <p>Par ailleurs, en cas de difficulté, il met en place une réorganisation lui permettant de disposer d'assez d'espace pour ce type de déchets. En cas de récidive et comme cela a déjà été évoqué, il sera proposé une astreinte administrative.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/08/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :

1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;

2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Constats :

Un plan des installations est disponible à l'entrée du site. Ce dernier précise l'emplacement de la bache incendie mais n'indique pas l'emplacement précis des déchets par typologie, ni le risque

associé notamment en lien avec un éventuel feu de batterie. Les surfaces et les volumes ne sont donc pas clairement connus. Ce point s'explique par le fait que les zones ne sont pas toutes délimitées (cf. constat précédent) et il importe que l'exploitant délimite les zones par type de déchet soit par des parois en cas de risque de propagation d'un incendie, soit par un marquage au sol clair. **La mise en demeure ne peut-être levée sur ce point malgré les investissements engagés par l'exploitant et décrits dans le point précédent et il convient de disposer d'un plan des stockages précis du site.**

Concernant la partie incendie il est constaté, par rapport à la dernière visite d'inspection, la mise en place d'une bâche incendie de 120 m³ effectivement présente sur le plan à l'entrée du site. **Ce point de la mise en demeure peut être levé.**

Comme évoqué dans le point de contrôle précédent, la hauteur de certains tas est supérieure à 3 mètres. Il convient d'une part d'abaisser la hauteur de ces derniers ; d'autre part de contingentier les stocks en cohérence avec la situation administrative autorisée en évacuant régulièrement ces derniers dans des filières de sortie autorisées. Afin de s'assurer de la quantité de déchets entreposée, l'exploitant doit maintenir un état des stocks à jour à fréquence a minima hebdomadaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place les actions correctives suivantes :

- il produit sous 4 mois un plan de stockage de ses installations dans lequel sont délimitées les différentes zones de stockage des déchets en précisant le type de déchet, la surface affectée au stockage et le volume maximal en cohérence avec les capacités autorisées. Ce dernier pourra utilement s'aider d'un bureau d'étude spécialisé ;
- il met en place un état des stocks mis à jour à fréquence, a minima hebdomadaire (par soustraction des flux entrants/sortants et en prenant en compte l'état des stocks initial).

La non mise en place de ces actions pourra faire l'objet d'une sanction administrative de type astreinte.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 5 : Valeurs limites d'émissions dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions et rejet dans le fossé

Prescription contrôlée :

(VLE pour rejet dans le milieu naturel)

Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.

Article 18

(raccordement à une station d'épuration)

Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte. Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :

- MEST : 600 mg/l ;
- DCO : 2 000 mg/l.

Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelles conventions de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements. Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle (rubrique n° 2750) ou mixte (rubrique n° 2752) dans le cas de rejets de micropolluants. Pour une installation raccordée à une station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel. Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.

Article 19

(dispositions communes au VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration)

Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie. Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents. Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une autosurveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Article 4 de l'AM du 26 juin 2024

"[...] 3° L'analyse est effectuée sur un échantillon prélevé sous accréditation par un organisme accrédité selon la norme NF EN ISO/IEC 17025 de décembre 2017 pour l'échantillonnage sur le type de prélèvement approprié ou par une personne habilitée pour effectuer des contrôles au titre de la police de l'eau ou de la police des installations classées pour l'environnement ; [...]"

Constats :

Les effluents aqueux ruisselant sur la plateforme sont repris par un réseau de caniveaux redirigeant les effluents vers un séparateur, puis tamponnés dans un bassin imperméabilisé avant

rejet au fossé en bordure de site.

Le fossé est inspecté et des odeurs en amont du site sont perceptibles, du fait du rejet de certaines eaux usées trouvant pour exutoire ce dernier. Sur ce point l'exploitant évoque la future mise en place de canalisation des effluents domestiques des environs ; dans ce cadre il est demandé à ce dernier d'entreprendre les démarches visant à demander un raccord de ses effluents vers la STEP (station d'épuration) communale.

Concernant les analyses des rejets, ces dernières sont effectuées à fréquence semestrielle. Le dernier rapport d'analyses, datant du 16/09/2025 est consulté sur site et présente un dépassement en HCT à 9 mg/l pour un seuil fixé à 5 mg/l. Une facture de curage de l'ouvrage datée du 7/12/2025 et le numéro de BSD émis suite à l'opération sont transmis par mail du 13/11/2025 ; par ailleurs une nouvelle analyse est prévue suite à cette opération.

Concernant les conditions dans lesquelles les prélèvements ont été réalisés ces dernières ne sont pas indiquées dans le rapport. La gestion de ces opérations est gérée par un prestataire externe, la société AIGASOL (ex ASTEQUE ENVIRONNEMENT), réalisant uniquement les prélèvements qui sont ensuite envoyés à un laboratoire accrédité (EUROFINS dans le cas présent). Ce prestataire est présent le jour de la visite et ce dernier indique à l'inspection la difficulté à réaliser les prélèvements en cas d'absence de pluie. L'inspection rappelle que les prélèvements doivent, par ordre de priorité et pour assurer la conformité, être réalisés selon les protocoles suivants :

- prélèvement sur 24 heures asservies au débit,
- prélèvement sur la durée de l'écoulement asservi au temps,
- en dernier recours et seulement si cela se justifie prélèvement de plusieurs échantillons (cinq à minima) ponctuels dans le bassin tampon.

Par ailleurs le prestataire indique à l'inspection, d'une part, ne pas disposer de préleveur asservi au débit ; d'autre part qu'en cas d'absence de pluie ce dernier se voit dans l'obligation de provoquer l'écoulement en arrosant la surface du site. Cette façon de faire est bien évidemment inacceptable et injustifiable pour les raisons suivantes :

- il est impossible de savoir quelles parties du site ont été arrosées ;
- la pluviométrie du département et la fréquence faible des mesures permet d'obtenir des écoulements prélevables et analysables (si la fréquence avait été mensuelle l'absence de mesure en période estivale peut parfois se justifier ; ce qui n'est aucunement le cas dans le cas présent).

Les dires du prestataire n'étant pas du fait de l'exploitant qui s'en remet à l'expertise de ce dernier, il est néanmoins rappelé que pour être validée, une mesure doit être réalisée par un prestataire accrédité pour l'analyse des paramètres réglementés et disposant de l'équipement adéquat. L'article 4 de l'AM du 26 juin 2024 stipule effectivement que :

"[...] 3° L'analyse est effectuée sur un échantillon prélevé sous accréditation par un organisme accrédité selon la norme NF EN ISO/IEC 17025 de décembre 2017 pour l'échantillonnage sur le type de prélèvement approprié ou par une personne habilitée pour effectuer des contrôles au titre de la police de l'eau ou de la police des installations classées pour l'environnement ; [...]"

Ce point sera vérifié lors du contrôle en 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet :

- sous un mois la demande officielle de raccordement auprès de la STEP communale ;
- la réponse de l'exploitant de la STEP à sa demande, sous deux mois ;
- sous six mois le premier rapport d'analyse établi pour l'année 2026 avec échantillonnage réalisé par un organisme agréé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois